

Orléans, le 26/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRISALID SAS

651 rue de la Motte Pétrée
45770 SARAN

Références : VAT20220236

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement TRISALID SAS implanté 651 rue de la Motte Pétrée 45770 SARAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRISALID SAS
- 651 rue de la Motte Pétrée 45770 SARAN
- Code AIOT dans GUN : 0010001408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'exploitant TRISALID opère dans le cadre d'une délégation de services publics. Le contrat est dirigé par le mandataire Orléans Métropole (à la tête du GAC). Cette dernière a été renouvelée en 2019.

L'installation d'incinération dispose d'une capacité de traitement nominale de 2 fois 7 tonnes/heure à PCI 8 400 kJ/kg (avec 2 000 kcal/j). Plusieurs types de déchets y sont traités : des déchets ménagers, des déchets tout venant incinérables des déchetteries, des déchets d'activités économiques, des Déchets d'Activités et de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et les refus du centre de tri TRISALID.

• Caractéristiques du four :

Les fours sont des fours à grilles mobiles (système VOLUND).
L'introduction des déchets se fait par trémie via un grappin.

L'injection d'air primaire se fait sous les grilles. Elle est régulée en fonction du point de consigne du four.

L'injection d'air secondaire est, elle, effectuée en sortie de chambre de combustion. Elle est régulée en fonction du point de consigne de post-combustion. Une troisième injection est réalisée au niveau du four pour refroidir les réfractaires.

En sortie de chaque four, on trouve une chambre de combustion, équipée de deux brûleurs d'appoints par four alimentés au gaz et dont la mise en marche dépend de la température de post-combustion dont la consigne est de 930 °C.

- Caractéristiques du système de traitement des effluents gazeux :

Le traitement des fumées est effectué par voie sèche.

Il est constitué :

- d'une dénox non catalytique via l'injection d'une solution ammoniacale en sortie du four ;
- d'un électrofiltre en sortie du four pour le traitement des poussières ;
- d'une élimination des oxydes d'azote (NO₂ et NO) présents dans les fumées par une réduction catalytique sélective (SCR) en aval de l'électrofiltre ;
- d'une injection de bicarbonate de sodium en amont du filtre à manches ;
- d'une injection de Dioxorb® (mélange de minéraux, d'argiles spécifiques, d'une faible quantité de chaux, de divers produits chimiques servant à l'absorption du mercure et d'autres métaux lourds, ainsi que de diverses concentrations en charbon actif de qualité supérieure) en amont des filtres à manches.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 25/03/2021
- Action nationale sur l'autosurveillance en continu des rejets dans l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Conditions T, P, H ₂ O, O ₂	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2	/	Sans objet
Entretien protection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2	/	Sans objet
Réseau collecte eaux usées	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesures en continu CO, O ₂ , H ₂ O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesure en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Indisponibilité de la mesure en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	/	Sans objet
Bilan trimestriel illustré et expliqué	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.3.2	/	Sans objet
Indisponibilité du dispositif de mesure en continu des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.2	/	Sans objet
Achèvement mur coupe feu et canons d'aspersion	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance en continu des rejets atmosphériques semble bien réalisée malgré quelques points à améliorer et à éclaircir.

Le bon entretien des dispositifs de détection incendie et des moyens d'extinction constitue un enjeu fort au niveau du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x, NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Cf. canevas action nationale en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures en continu CO, O₂, H₂O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu CO, O ₂ , H ₂ O
Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Cf. canevas action nationale en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure en semi-continu des PCDD/F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure en semi-continu des PCDD/F
Prescription contrôlée : b) Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. b-1. Dispositions générales. L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : La mesure en semi-continu des dioxines et des furanes est réalisée sur chaque ligne par des analyseurs AMESA (marque ENVEA). Les cartouches sont changées et analysées toutes les 4 semaines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : Le QAL1 n'est pas effectués conformément aux normes en vigueur.
Observations : Cf. annexe canevas action nationale L'étendue des mesures certifiées pour le NO ₂ et le HF est plus de 1.5 fois supérieure à la VLE jour en NOx et HF. La gamme complète de mesure NH ₃ ne couvre pas la VLE (1/2heure). Néanmoins, les valeurs mesurées habituellement sur les installations semblent comprises dans la plage de mesure certifiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.
Constats : L'AST n'est pas réalisée selon la norme en vigueur et ses conclusions ne sont pas prises en compte.
Observations : Cf. canevas action nationale en annexe. Le nombre de mesurage n'est pas justifié. Le nombre de mesurage est inférieur à 3 pour les paramètres poussières, SO _x , HCl, NH ₃ et H ₂ O. L'exploitant n'a pas pris en compte les conclusions du rapport AST de 2021 qui engagent l'exploitant à réaliser la droite de calibration du paramètre poussières y=x.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : L'étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques (QAL2) n'est pas conforme à la norme NF EN 14181.
Observations : Cf. canevas action nationale en annexe. Le nombre de mesures par paramètre n'est pas justifié. La VLE prise en considération dans le rapport QAL2 du 27/01/2021 pour le paramètre NO _x n'est pas correcte (200 mg/m ³ au lieu de 80 mg/m ³). Une seule mesure a duré au moins 60 minutes pour les poussières sur la ligne 1 et 0 sur la ligne 2 (alors que 6 mesures poussières ont été faites). Concernant les poussières et les COV, les conclusions doivent être explicitées. La droite d'étalonnage des COV est-elle valide ? La droite d'étalonnage des poussières doit-elle être y=x ?
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence (QAL3) ne sont pas effectués conformément aux normes en vigueur.
Observations : Cf. canevas action nationale en annexe. La périodicité actuelle des mesures QAL3 n'a pas été fixée par retour d'expérience. L'exploitant ne dispose pas de procédures précisant la manière d'effectuer le QAL3. La bouteille de gaz étalon en concentration pour le SO ₂ ne présente pas une concentration de l'ordre de grandeur de la VLE jour pour ce paramètre .Il n'y a pas eu de mesures hebdomadaires pendant les 3 premiers mois de fonctionnement de l'AMS. La périodicité actuelle des mesures QAL3 est fixée en lien avec la périodicité de la maintenance ENVEA qui est un contrat de maintenance mensuelle depuis 2005 et qui est proposé au niveau national VEOLIA. L'exploitant doit fournir le tableau précisant les dates de péremption des bouteilles de gaz.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions T, P, H₂O, O₂

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions T, P, H ₂ O, O ₂
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.
Constats : L'exploitant ne peut justifier que les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20/09/2002.
Observations : Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir un extrait du tableau vu sur l'écran du PC DREAL et présentant les différentes valeurs à partir des mesures brutes puis avec la chaîne de correction opérée pour arriver aux mesures normalisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
Prescription contrôlée : Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 : Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.
Constats : L'exploitant ne peut justifier que les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures
Observations : Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir un extrait du tableau vu sur l'écran du PC DREAL et présentant les différentes valeurs à partir des mesures brutes puis avec la chaîne de correction opérée pour arriver aux mesures normalisées, pour visualiser la prise en compte des intervalles de confiance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures périodiques des polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : Lorsque l'exploitant reçoit les résultats des mesures comparatives, outre la vérification du respect des VLE, il explique comparer les résultats obtenus par le laboratoire extérieur avec les données issues de son autosurveillance sur les 3 périodes de mesurage du labo. Il précise qu'il y a toujours un petit écart qu'il explique par les localisations différentes des deux points de mesure. La mesure AMS se trouve en amont du ventilateur de tirage alors que la mesure extérieure est faite en aval de ventilateur au niveau de la cheminée. Il n'y a donc pas la même pression et la même température. Le laboratoire extérieur ne dispose pas de suffisamment de place pour installer son matériel au niveau des prélèvements des AMS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indisponibilité de la mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indisponibilité analyseurs – Compteurs des 10h consécutives et 60h/an
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : D'après les rapports trimestriels fournis pour l'année 2021, les temps d'indisponibilité cumulés sont de 1h30 pour la ligne 1 et de 5h30 pour la ligne 2. En 2021, aucune indisponibilité du dispositif n'a excédé 4h sans interruption.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan trimestriel illustré et expliqué

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses demandées au chapitre 2.3 et aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 du présent arrêté sont communiqués à l'inspecteur des installations classées : - selon une fréquence trimestrielle en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu et semi-continu demandées à l'article 9.2.1 et les mesures en continu, à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 9.2.2.2, accompagnées de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées ;
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : NC1 du 25/03/2021 : Les résultats ne sont pas accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : La présentation graphique de l'évolution des résultats et les commentaires sont présentés dans les rapports des CSS et non dans les bilans transmis trimestriellement et annuellement. Lors de l'envoi des prochains rapports trimestriels nous serons vigilants pour vous fournir de plus amples commentaires sur d'éventuels dépassements. Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 : Nous avons pris en compte votre dernier avis et nous allons appliquer vos recommandations sur le rapport du 2 ^e trimestre qui vous parviendra prochainement. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : Les rapports du 1 ^{er} trimestre ont été transmis le 02/07/2021. De façon générale, les commentaires expliquant les raisons des dépassements pourraient utilement être complétés avec les actions correctives menées. La non-conformité est maintenue dans l'attente d'un bilan trimestriel dûment illustré et expliqué. Avis de l'inspection du 04/02/2022 : Le rapport du 2 ^{ème} trimestre a été transmis le 15/10/2021. De façon générale, les commentaires expliquant les raisons des dépassements pourraient utilement être complétés avec les actions correctives menées. Exemple : « 26 Mai valeur de débit de rejet haute suite à réparation d'un dysfonctionnement des vannes de rejet de l'IME », quelles actions ont-été mises en place pour régler ce problème ? La non-conformité est maintenue dans l'attente d'un bilan trimestriel illustré et expliqué. Avis de l'inspection du 25/03/2022 : Le rapport du 4 ^{ème} trimestre 2021 a été fourni le 04 mars 2022. De façon générale, les commentaires expliquant les raisons des dépassements ont été fournis ainsi que les actions correctives menées. Par ailleurs, l'exploitant se tient à la disposition de l'inspection pour expliciter certains points au besoin.
La NC1 du 25/03/2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indisponibilité du dispositif de mesure en continu des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités des dispositifs de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps d'indisponibilité, d'arrêts, dérèglements ou défaillances techniques d'un dispositif de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.</p> <p>Au-delà de ces dix heures continues d'indisponibilité, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que l'exploitant soit de nouveau en mesure de contrôler la ou les substances concernée(s).</p> <p>Au-delà des soixante heures cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de mesure aient été effectués.</p>
Constats : Pas d'écart identifié.
<p>Observations : <i>NC2 du 25/03/2021:</i> Le temps d'indisponibilité, d'arrêts, dérèglements ou défaillances techniques du dispositif de mesure en continu des effluents aqueux excède soixante heures cumulées sur 2019 et 2020. En tout état de cause, les indisponibilités de mai 2019 et avril 2020 ont dépassé 10 h sans interruption sans que l'installation ne soit mise à l'arrêt.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021:</i> Les mesures sur les rejets aqueux sont effectuées à partir de prélèvements effectués automatiquement, seul le prélèvement est effectué sur site, les analyses des échantillons ne sont pas faites sur site. Les échantillons sont collectés tous les 15 jours et les résultats nous sont envoyés sous 15 jours.</p> <p>De ce fait, nous ne pensons pas que cela puisse être considéré comme un dispositif de mesures en continu et ne rentrerait pas dans le cadre des dispositifs de mesure en continu soumis au temps d'indisponibilité de 10h, puisque les analyses sont effectuées par un laboratoire externe.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 28/09/2021:</i> Pour la mesure de la température, du pH et du débit au point de rejet n°2, nous allons étudier la mise en place d'un système permettant d'enregistrer les mesures réalisées en continu.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 31/08/2021:</i> D'après l'article 9.2.2.2 de l'AP du 03/08/2020 : au point de rejet n°2, « L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH ; - température ; - débit. <p>L'exploitant doit également réaliser une mesure quotidienne du paramètre suivant : concentration en COT.</p> <p>[...] L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage ponctuel de la quantité totale de solides en suspension et de la demande chimique en oxygène, [...]. »</p> <p>Le pH, la température et le débit doivent donc être mesurés en continu via un dispositif de mesure soumis à l'article 2.3.5.2 de l'AP du 03/08/2020.</p> <p>La non-conformité est maintenue.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 04/02/2022:</i> La non-conformité est maintenue dans l'attente des temps d'indisponibilité, d'arrêts, dérèglements ou défaillances techniques du dispositif de mesure en continu des effluents aqueux pour l'année 2021.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 25/03/2022 :</i> Après analyse des rapports trimestriels 2021 fournis, il est constaté que les paramètres pH, température, débit ont été suivis en continu. Au cours des 6 premiers mois de l'année, 23 prélèvements journaliers (qui permettent de mesurer la DCO, les MES et le COT) n'ont pu être réalisés suite à des problèmes observés au niveau de l'échantillonneur (seulement 4 au 2^e semestre). Une grosse intervention de maintenance aurait été réalisée le 27 mai 2021 pour résoudre ces problèmes récurrents depuis plusieurs mois.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que les données numériques avaient été sécurisées avec l'installation d'un serveur tampon qui permet de stocker les données en cas de coupure de courant.</p> <p>La non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous définies avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, après leur épuration et sans préjudice des conditions fixées dans l'autorisation de déversement dans le réseau.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)</p> <p>Débit maximum journalier : 100 m³/jour</p> <p>Paramètre / Valeur limite de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés</p> <p>Total des solides en suspension / 500 mg/l</p> <p>Demande chimique en oxygène (DCO) (1) / 1 900 mg/l</p> <p>Demande biologique en oxygène (DBO5) / 500 mg/l</p> <p>Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) / 0,03 mg/l</p> <p>Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) / 0,05 mg/l</p> <p>Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) / 0,05 mg/l</p> <p>Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As) / 0,1 mg/l</p> <p>Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb) / 0,2 mg/l</p> <p>Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr) / 0,5 mg/l dont Cr6+ 0,1 mg/l</p> <p>Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu) / 0,5 mg/l</p> <p>Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni) / 0,5 mg/l</p> <p>Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn) / 1,5 mg/l</p> <p>Chlorures(2) / 40 g/l</p> <p>Fluorures / 15 mg/l</p> <p>CN libres / 0,1 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux / 5 mg/l</p> <p>AOX / 5 mg/l</p> <p>Dioxines et furannes / 0,3 ng/l</p> <p>Indice Phénol / 0,5 mg/l</p> <p>(1) La valeur moyenne de 1 900 mg/l est une moyenne hebdomadaire, la concentration maximale journalière étant limitée à 3 800 mg/l. Dans tous les cas, le flux maximal ne devra pas dépasser 190 kg/j.</p> <p>(2) Le flux en chlorures doit être inférieur à 2 000 kg/j.</p>
Constats : Dépassements répétés de la valeur limite de rejet en matières en suspension.
<p>Observations : NC3 du 25/03/2021 : Les rejets aqueux dans la station d'épuration collective ne sont pas conformes.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 :</i> Les analyses sur les rejets aqueux sont réalisées lors de prélèvements quotidiens. Les résultats de ces analyses sont obtenus sous 15 jours après le prélèvement.</p> <p>A l'issue de la mise en place du nouveau bassin de recyclage des eaux, nous réaliserons un bilan sur les rejets vers la STEP.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 :</i> Le bassin sera opérationnel à partir de fin octobre. Nous aurons donc un premier retour d'expérience sur les résultats pour le début de l'année 2022.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 31/08/2021 :</i> La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 04/02/2022 :</i> La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets aqueux conformes sur un an dans la station d'épuration collective (dépassements MES 18 et 19/10/2021 notamment).</p> <p><i>Avis de l'inspection du 25/03/2022 :</i> Des dépassements en MES ont été observés les 30/11/2021, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 26 et 28/12/2021 (jusqu'à 888 mg/L pour une VLE à 500 mg/L). D'après l'exploitant : "la mise en service du bassin de récupération des lixiviats de mâchefers devrait permettre de réduire fortement ces dépassements". La présence du nouveau bassin tampon, mis en service en février 2022, a été constatée le jour de la visite. La non-conformité est maintenue dans l'attente de</p>

rejets aqueux conformes sur l'année 2022 dans la station d'épuration collective.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être tracées et inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les extincteurs, les trappes de désenfumage et les robinets d'incendie armés font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme extérieur compétent. Les dispositifs de détection incendie font l'objet de contrôle semestriel par un organisme extérieur compétent. Les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement font également l'objet d'une vérification annuelle.</p>
Constats : L'exploitant ne peut justifier que les RIA sont maintenus en bon état.
<p>Observations : <i>NC5 du 25/03/2021</i> : Le système de détection incendie, les RIA et les extincteurs ne sont pas maintenus en bon état.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 03/06/2021</i> : Il a été réalisé par notre prestataire SICLI, un état des lieux des matériels en place. Nous sommes actuellement en attente d'un retour de leur part afin de procéder à la mise en place de ces derniers. A l'issue, il sera réalisé un contrôle de l'ensemble des installations de lutte et de détection contre l'incendie.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 31/08/2021</i> : La non-conformité est maintenue dans l'attente de la transmission des justificatifs attestant du bon état du système de détection incendie, des RIA et des extincteurs.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 28/09/2021</i> : Vous trouverez en annexe à ce courrier le rapport de vérification du système de détection incendie (contrôle effectué par SIEMENS) ainsi que les justificatifs (bon de commande et bon d'intervention SICLI/CHUBB) pour les extincteurs. Concernant les RIA, nous avons fait les démarches auprès du prestataire pour remettre en état le RIA mais ce dernier n'est pas du tout réactif et nous avons dû le relancer régulièrement. L'audit du réseau des RIA de l'UVE a été planifié en octobre.</p> <p><i>Avis de l'inspection du 04/02/2022</i> : Le compte-rendu d'intervention SIEMENS pour la visite du 07/06/2021 a été fourni. Il ne mentionne pas le remplacement du détecteur de flamme S2406 du fond tunnel à déchets. Néanmoins, le compte-rendu semble préciser que les détecteurs S2406 n'ont pas été vérifiés, tout comme la caméra thermique présente en fosse. Le bon d'intervention SICLI/CHUBB pour la remise en conformité des extincteurs du 23/07/2021 a été fourni. Les RIA ne sont pas maintenus en bon état. La non-conformité est maintenue.</p> <p><i>Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 :</i></p> <p>RIA : La commande est en cours de validation et les interventions pour la remise en état des RIA sont programmées pour la mi-mars 2022 (voir le bon de commande en pièce jointe). Détection incendie : Sur la dernière vérification en date de 29/09/2021 (voir pièce jointe), il est indiqué :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Deux détecteurs flamme bande transporteuse refus tri non trouvés, non testés. Ces deux détecteurs ont été complétés par une rampe de sprinklage sur l'ensemble du tapis de retour des refus de tri, ainsi que des détecteurs flammes intégrés à la centrale gérée à partir du centre de tri, cette partie n'est donc pas sans détection. De plus, la prochaine intervention de SIEMENS est programmée le 21 mars prochain, un point sera fait à ce moment là sur cette remarque. 2) Caméra thermique hors service, non testée. Cette caméra thermique était fonctionnelle, c'est

l'écran qui était HS, mais le flux vidéo était bien enregistré et en cas d'alarme l'information était bien renvoyée sur la centrale SIEMENS. Cette caméra thermique a été remplacée en février 2022, pour intégrer 2 seuils de déclenchement en cas de détection, ce que l'ancienne caméra n'était pas capable d'effectuer.

Avis de l'inspection du 25/03/2022 :

L'exploitant explique que les travaux sur les RIA en été faits semaine 12. Le registre sécurité a été visualisé. Il précise que la remise en état complète du réseau de RIA a été faite conformément au devis.

Le rapport de contrôle de la vérification annuelle des RIA du 25/03/2022 est à fournir.

Le rapport de l'intervention SIEMENS du 21/03/2022 a été fourni, il ne mentionne pas de défaut concernant les différents équipement de la détection incendie et du report d'alarme.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réseau collecte eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance réseaux collecte effluents

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité

Constats : Les réseaux de collecte des eaux usées du site ne sont pas maintenus en bon état.

Observations : NC7 du 25/03/2021: Les réseaux de collecte des eaux usées du site ne sont pas maintenus en bon état.

Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 : Les travaux sont planifiés dans le courant du mois de mars.

Avis de l'inspection du 25/03/2022 : Le PV de réception des travaux de remise en état du réseau de collecte des eaux usées n'a pas été fourni.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Achèvement mur coupe feu et canons d'aspersion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit être équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'une protection par 2 canons d'aspersion de la fosse de déchets de l'usine ; - d'un mur coupe feu localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours ;
Constats : Pas d'écart identifié.
Observations : D2 du 25/03/2021 : Les bons de réception attestant de l'achèvement complet du mur coupe-feu de la fosse à déchets de l'UVE et des canons incendie de la fosse sont à fournir. Réponse de l'exploitant du 03/06/2021 : Les travaux incendie de la fosse à déchets de l'UVE sont actuellement en cours. A l'issue de ces derniers, nous vous ferons parvenir les bons de réception de travaux attestant l'achèvement. Les travaux du mur coupe-feu sont programmés au 4 ^e trimestre pendant l'arrêt technique de l'usine. Avis de l'inspection du 31/08/2021 : La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux. Réponse de l'exploitant du 28/09/2021 : Les justificatifs de réception de ces deux équipements sont compris dans la réception de lots travaux. Il faut que l'ensemble des travaux d'un lot soit fini pour que le justificatif nous soit envoyé. Nous vous fournirons les justificatifs dès réception. Avis de l'inspection du 04/02/2022 : La demande est maintenue dans l'attente des justificatifs attestant de la réalisation des travaux. Réponse de l'exploitant du 04/03/2022 : Le mur coupe-feu a été construit pendant l'arrêt technique de septembre 2021. Les canons ont été installés en juillet 2021. Vous trouverez le PV de réception du lot de canons incendie en pièce jointe. Concernant le mur de fosse, le PV de réception n'a toujours pas été formalisé en dépit de plusieurs relances de nos sous-traitants. Avis de l'inspection du 25/03/2022 : Lors de la visite, il a été constaté la présence du mur permettant d'augmenter la capacité de la fosse, du canon visible depuis la salle de quart ainsi que du flocage coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours. Le certificat Uxello du 08/07/2021 pour la mise en service des canons incendie a été visualisé. La fiche d'intervention du 17/02/2022 de Alarme Centre Loire, relative à la mise en service d'une caméra feu et d'un enregistreur a été fournie. L'exploitant a expliqué ne pas encore procéder à des tests réguliers de ces équipements. Les formations des agents sont en cours. Pour mémoire, les systèmes fixes d'arrosage et de refroidissement doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. Le PV de réception du nouveau mur coupe-feu au niveau du mur localisé entre le haut de la fosse à déchets et les fours est à fournir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet